

Règlement de la commune de Granges
du 1^{er} janvier 2009
relatif à la gestion des déchets

Commune de Granges

L'assemblée communale

Vu la loi cantonale du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (LGD) ;
Vu la loi cantonale du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo) ;
Vu l'ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (OPair),
art. 26a et 26b ;
Vu le règlement du 20 janvier 1998 sur la gestion des déchets (RGD) :

Edicte :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1 Objet

Le présent règlement a pour but d'assurer, sur le territoire communal, la gestion des déchets dont l'élimination incombe à la commune.

Art. 2 Tâches de la commune

- 1) La commune élimine les déchets urbains et les déchets de la voirie communale et ceux dont le détenteur est inconnu ou insolvable.
- 2) Elle encourage toute mesure de réduction des déchets et informe la population sur leur gestion.
- 3) Elle participe, conformément à la législation, à d'autres tâches relatives à l'élimination des déchets.

Art. 3 Surveillance

La gestion des déchets sur le territoire communal est placée sous la surveillance du Conseil communal.

Art. 4 Information

Le Conseil communal informe la population sur les questions relatives aux déchets, en particulier sur les possibilités de réduction et de valorisation des déchets, sur le service de collecte, sur les collectes sélectives, sur les catégories de déchets et sur leurs caractéristiques.

Art. 5 Interdiction de dépôt

- 1) Sous réserve d'accords intercommunaux (art. 107ss LCo), seuls les déchets produits sur le territoire communal peuvent être déposés dans les installations d'élimination désignées à cet effet par le Conseil communal.
- 2) Il est interdit de jeter ou de déposer des déchets en dehors des installations d'élimination autorisées. Le compostage des déchets dans des installations individuelles fait exception.

CHAPITRE II : ELIMINATION DES DECHETS

A) Déchets urbains

Art. 6 Définitions

- 1) Les déchets urbains comprennent les ordures ménagères et les déchets de composition analogue provenant des entreprises. Ils doivent être régulièrement enlevés pour des motifs de salubrité.
- 2) En raison de leur taille, de leur poids ou de leur volume, les déchets urbains peuvent prendre la forme de déchets encombrants à collecter séparément.

Art. 7 Valorisation

Les déchets urbains valorisables tels que les vieux papiers, les verres perdus, les métaux, les textiles ainsi que d'éventuels autres déchets sont apportés au poste de collecte selon les prescriptions du Conseil communal.

Art. 8 Déchetterie

- 1) En collaboration avec la commune de Palézieux, le Conseil communal assure l'exploitation de la déchetterie.

Art. 9 Compostage

- 1) Dans la mesure du possible, les déchets compostables doivent être compostés par leur détenteur dans des installations de compostage individuelles ou de quartier.

- 2) La commune encourage et soutien, par des mesures d'accompagnement, le compostage individuel ou de quartier.
- 3) Elle achemine les déchets compostables non valorisés vers une installation autorisée.

Art. 10 Organisation de la collecte

- 1) Le Conseil communal organise le ramassage des déchets urbains et en fixe les modalités ; il peut exclure certains objets de la collecte.
- 2) Les ordures ménagères non valorisées sont déposées dans des sacs ou des conteneurs prévus à cet effet, conformément aux prescriptions du Conseil communal.
- 3) Les sacs poubelles doivent être déposés dans les containers aux points de ramassage prévus à cet effet, au plus tard jusqu'à 20h00. Il est interdit de les déposer le dimanche et les jours fériés.
- 4) Les déchets encombrants font l'objet d'une collecte séparée dont les modalités sont définies par le Conseil communal.
- 5) L'entreposage des déchets urbains en vrac sur le domaine public est interdit.

Art. 11 Incinération des déchets naturels

1) L'incinération en plein air de déchets verts provenant des champs et des jardins est interdite. Font exception les déchets naturels des champs et des jardins qui sont assez secs pour ne pas causer de fumée en brûlant (art. 26b, al.1 OPair).

2) Le Conseil communal peut limiter ou interdire l'incinération de déchets naturels à certains endroits, si des immissions excessives sont à craindre (art. 26b al.3 OPair). Pour ce faire, le Conseil communal publie une information officielle définissant précisément ces endroits.

3) Les dispositions plus restrictives de la législation sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels sont réservées. Pour l'incinération en plein air de déchets naturels provenant des forêts, l'article 33a du règlement du 11 décembre 2001 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles est applicable.

B) Déchets particuliers

Art. 12 Généralités

Le Conseil communal peut proposer la collecte de certains déchets particuliers et en fixer les modalités.

CHAPITRE III : Financement

A) Dispositions générales

Art. 13 Principes généraux

1) La Commune assure le financement du service public d'élimination des déchets dont l'élimination lui incombe. Elle dispose à cet effet :

- des taxes d'élimination (taxes de base et taxes au sac) ;
- des recettes de la vente des matières valorisables récupérées ;
- des recettes fiscales ;
- des émoluments.

2) Les frais d'acquisition de sacs, de conteneurs et les autres frais occasionnés par la présentation des déchets en vue de leur collecte sont à la charge des usagers.

Art. 14 Emoluments

Un émolument est perçu pour les contrôles faisant suite à une contestation et pour les prestations spéciales que l'administration communale n'est pas tenue d'exécuter en vertu du présent règlement. Le tarif horaire est de Fr. 50.--

Art. 15 Principes régissant le calcul des taxes

- 1) Les taxes sont déterminées de manière à permettre la couverture minimum de 70% des dépenses occasionnées par les frais d'information, de fonctionnement (frais d'exploitation et frais financiers) du service de collecte et des équipements d'élimination des déchets.
- 2) Le 50% au moins des recettes des taxes provient des taxes proportionnelles.
- 3) Le montant des taxes tient compte des coûts de gestion ; il doit contribuer à réduire les quantités totales de déchets, à favoriser la valorisation et à assurer un traitement respectueux de l'environnement.
- 4) Pour tenir compte de certaines situations sociales, la commune peut prendre des dispositions spéciales.

Art. 16 Règlement d'exécution

Dans les limites fixées par l'assemblée communale, le Conseil communal fixe dans le règlement d'exécution :

- les taxes d'utilisation
- les (éventuelles) taxes pour l'élimination des déchets particuliers

Art. 17 Perception de la taxe de base

La taxe de base est perçue annuellement par la caisse communale.

Art. 18 Déchets non soumis à une taxe proportionnelle

Les déchets valorisables qui sont apportés aux postes de collecte de la commune ou qui font l'objet de collectes sélectives (déchets valorisables tels que le verre, le papier ou la ferraille) ne sont pas soumis à une taxe proportionnelle.

Art. 19 Déchets exclus de la collecte

Seuls les sacs poubelles et tout autre contenant avec marque d'acquiescement de la taxe peuvent être présentés à la collecte.

Art. 20 Apports directs

En cas d'apports directs de grandes quantités de déchets urbains de l'industrie et de l'artisanat à des entreprises d'élimination des déchets, les frais de transport et les frais d'élimination seront directement acquittés par le remettant. Les conditions sont fixées par une convention.

B) Types de taxes**a) Déchets urbains****Art. 21 Taxe d'élimination**

La taxe d'élimination des déchets se compose d'une taxe de base et d'une taxe proportionnelle (taxe au sac, vignettes).

Art. 22 Taxe de base

- 1) La taxe de base couvre les frais de collecte et de transport, ainsi que ceux afférents aux collectes sélectives (mise en place des infrastructures, exploitation, renouvellement des installations, etc...), pour autant qu'ils ne soient pas couverts par la taxe au sac et la vignette.
- 2) La taxe de base est fixée au maximum à Fr. 200.-- par ménage, par couple ou par week-end, et Fr. 100.-- par personne seule annuellement.
- 3) La taxe pour les entreprises est fixée selon leur importance, elle peut varier de Fr. 500.-- à Fr. 2'000.--.

Art. 23 Taxe au sac

- 1) La taxe au sac est en fonction de la capacité du sac. Les sacs d'élimination doivent être pourvus d'une vignette.
- 2) Les taxes maximales sont :
 - 17 litres Fr. 3.--
 - 35 litres Fr. 6.--

- 60 litres Fr. 12.--
- 110 litres Fr. 18.--

3) Les taxes suivantes sont applicables :

- 17 litres Fr. 1.25
- 35 litres Fr. 2.50
- 60 litres Fr. 5.--
- 110 litres Fr. 7.50

Art. 24 Vignette

- 1) Les sacs et les récipients ou ballots non réglementaires seront pourvus d'une vignette correspondant à leur capacité ou volume.
- 2) Les taux applicables à la vignette correspondant à ceux applicables à la taxe au sac au sens de l'art. 23.

Art. 25 Taxe sur les déchets encombrants

Les dépenses afférentes à la collecte des déchets encombrants sont financées au moyen de vignettes spéciales. La taxe maximale est fixée à Fr. 100.00.

CHAPITRE IV : Intérêts de retard, pénalités et voies de droit

Art. 26 Intérêts de retard

Toute taxe, contribution (ou émolument) non payée dans les délais porte intérêt au taux de 5% l'an.

Art. 27 Pénalités

- 1) Toute contravention aux articles 5 à 7, 9 à 11 et à l'article 19 du présent règlement est passible d'une amende de Fr. 20.-- à Fr. 1'000.-- selon la gravité du cas. La procédure pénale prévue à l'article 86 LCo est applicable (ordonnance pénale).
- 2) Les dispositions pénales du droit fédéral et cantonal en la matière restent réservées.

Art. 28 Voies de droit

- 1) Les décisions prises par le Conseil communal, un de ces services ou un délégataire de tâches communales concernant l'application du présent règlement sont sujettes à réclamation dans les 30 jours auprès du Conseil communal. Les réclamations doivent être écrites et contenir les conclusions et les motifs du réclamant.

- 2) Lorsque la réclamation est rejetée en tout ou en partie par le Conseil communal, un recours contre cette décision peut être adressé au préfet dans un délai de 30 jours dès sa communication.

CHAPITRE V : Disposition finales

Art. 29 Abrogation

Le règlement du 15 décembre 2008 relatif à la gestion des déchets est abrogé.

Art. 30 Exécution

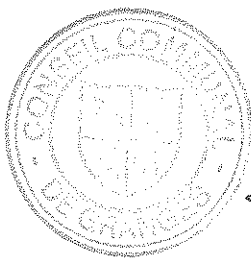
Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent règlement.

Art. 31 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions.

Adopté par l'assemblée communale du 13 décembre 2010.

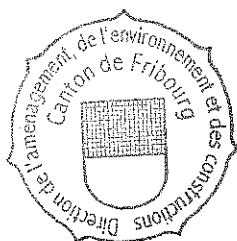
La Secrétaire
Patricia Gabriel



Le Syndic
François Genoud



Approuvé par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions le **9 FEV. 2011**



Le Conseiller d'Etat, Directeur

